

Axes prioritaires 7 et 8 – Améliorer la compétitivité des entreprises dans la zone de coopération

Objectif thématique 3 – Améliorer la compétitivité des PME

Objectif spécifique – Améliorer les conditions du développement des échanges économiques dans la zone de coopération

Description de l'objectif

Volet transfrontalier – Axe 7

La croissance des échanges entre le Suriname, la Guyane et l'Amapa est fortement ralentie par le développement difficile et l'absence de véritable ouverture à l'internationalisation des entreprises locales. Ceci peut s'expliquer par :

- Un tissu économique peu compétitif (très petites entreprises, important secteur informel, faibles flux de marchandises et investissements),
- Des modes de transports limités entre les territoires de la zone,
- Des barrières immatérielles aux échanges (normes divergentes, réglementations, méconnaissance réciproque, etc.).

La Guyane, le Suriname et l'Amapa étant en plein essor économique et démographique, il est essentiel de renforcer la compétitivité des entreprises et les échanges économiques de l'espace transfrontalier. Pour cela, cet axe doit permettre d'améliorer la connaissance des marchés de la zone, de lever les différents freins au commerce et d'encourager les processus innovants.

Le volet transfrontalier ne concerne que les projets dont le chef de file a un ou plusieurs partenaires issus d'Amapa et/ou du Suriname.

Volet transnational – Axe 8

Bien que croissants, les échanges commerciaux dans le Plateau des Guyanes sont encore limités, et se tournent davantage vers l'Amérique du Nord et l'Union Européenne. Ceci s'explique aussi bien par la fragilité du tissu entrepreneurial du Plateau des Guyanes que par les limites matérielles et immatérielles aux échanges commerciaux (transports, assurances, normes, etc.).

Cet axe doit donc permettre de renforcer la vitalité économique de l'ensemble de la zone de coopération, grâce surtout à une meilleure connaissance des marchés – aussi bien de la zone de coopération que de l'Union Européenne. L'amélioration de la compétitivité des entreprises, dans les secteurs porteurs (écotourisme, technologies de l'information et de la communication, énergies renouvelables, innovation, etc.) est donc un enjeu essentiel.

Le volet transnational ne concerne que les projets dont le chef de file a un ou plusieurs partenaires issus du Guyana, du Para et/ou d'Amazonas. Il est également valable quand les partenaires sont à la fois issus du Guyana, du Para et/ou d'Amazonas et d'Amapa et/ou du Suriname.

Exemple d'actions éligibles

Transfrontalier	Transnational
<p>Soutien à la participation des entreprises à des foires internationales,</p> <p>Formations aux langues de l'espace transfrontalier (français juridique, portugais et/ou néerlandais des affaires, etc.),</p> <p>Formations conjointes sur les réglementations des différents marchés, le droit des affaires, les normes européennes, le contexte économique de la zone de coopération, freins au commerce, etc.,</p> <p>Formations conjointes à l'entrepreneuriat (notamment pour les jeunes),</p> <p>Etudes et diagnostics des forces et faiblesses des entreprises candidates à l'export dans la zone transfrontalière,</p> <p>Etudes et diagnostics sur les conditions et possibilités de commerces et d'implantations des entreprises à l'étranger (territoire transfrontalier),</p> <p>Développement d'un portail d'informations sur les démarches à l'international,</p> <p>Développement de processus innovants</p>	<p>Etudes et diagnostics des forces et faiblesses des entreprises à l'export dans la zone de coopération,</p> <p>Etudes et diagnostics sur les conditions et possibilités de commerce et d'implantation des entreprises,</p> <p>Formations conjointes sur les réglementations des différents marchés (Plateau des Guyane, France et UE),</p> <p>Développement d'un portail d'information sur les démarches à l'international et d'outils de veille stratégique, en particulier dans les pays de la zone,</p> <p>Soutien à la participation d'entreprise, d'EPCI ou d'interprofessions à des foires internationales,</p> <p>Formations en langues étrangères de l'espace de coopération (français juridique, anglais des affaires, etc.),</p> <p>Formations conjointes à l'entrepreneuriat, pour les jeunes notamment,</p> <p>Formations sur les normes européennes,</p> <p>Soutien à la mise en réseau des acteurs de l'innovation et de l'entrepreneuriat,</p> <p>Projets collaboratifs impliquant des acteurs de la recherche, de la formation et des entreprises (agroalimentaire, technologies de l'information, énergies renouvelables, écotourisme, etc.).</p>

Territoires

Transfrontalier	Transnational
<p>Bassin du Maroni et de l'Oyapock,</p> <p>Suriname,</p> <p>Guyane,</p> <p>Amapa.</p>	<p>Guyana,</p> <p>Suriname,</p> <p>Guyane,</p> <p>Amapa,</p> <p>Para,</p> <p>Amazonas</p>

Modalités de sélection des projets

La sélection des projets se fera essentiellement « au fil de l'eau », c'est-à-dire après examen d'un dépôt spontané de demande de subvention.

Toutefois, les comités de suivi et de programmation du PCIA auront lieu au minimum une fois par an.

Aussi, les porteurs souhaitant que leur demande soit examinée à cette occasion sont encouragés à déposer leur projet au minimum trois mois avant le comité de programmation.

L'approbation par consultation écrite des partenaires locaux et extracommunautaires reste possible tout au long de l'année.

Des procédures d'appel à projets ou à manifestation d'intérêt pourront occasionnellement être mises en place, pour satisfaire les besoins spécifiques du Programme (consommation insuffisante des enveloppes allouées, ou requête ponctuelle du partenariat).

Critères de sélection des projets (obligatoires et entre projets similaires)

Les projets doivent nécessairement être structurants pour l'espace de coopération. Ils doivent contribuer à la visibilité de la Guyane, de ses partenaires et de l'Union Européenne sur le Plateau des Guyanes.

Les retombées et impacts des opérations financées doivent être pérennes et mesurables dans les territoires d'origine de tous les partenaires.

Par ailleurs, ils doivent démontrer la valeur ajoutée d'une intervention à l'échelle transfrontalière ou transnationale par rapport à une intervention strictement locale.

Le PCIA étant un outil de coopération, seuls les projets qui établissent un véritable partenariat multilatéral seront subventionnés. En d'autres termes, l'ensemble des parties prenantes au projet, aussi bien le chef de file que ses partenaires, doit bénéficier positivement de la sa mise en œuvre.

En cela, tout projet candidat au financement FEDER/CTE doit absolument répondre à au moins deux des critères de coopération suivants :

- Elaboration conjointe du contenu
- Mise en œuvre conjointe des actions
- Mise en commun des moyens humains
- Financement conjoint

Le chef de file doit être domicilié en Guyane, de préférence.

Il doit, par ailleurs, obligatoirement avoir au moins un partenaire du Suriname et/ou d'Amapa (pour le volet transfrontalier), ou du Guyana, du Para, de l'Amazonas et/ou du Suriname et de l'Amapa (pour le volet transnational).

Un accord de partenariat rappelant l'engagement, les missions, les responsabilités et les obligations de chacun des partenaires doit être formalisé pour l'ensemble de la durée du projet¹.

Les projets présentés devront correspondre aux enjeux et recommandations soulevés par les outils et stratégies de développement existants (PO FEDER/FSE Guyane, plans et schémas régionaux d'aménagement du territoire, etc.). Ils devront également contribuer au développement durable et à l'égalité des chances.

Dans le cas où le chef de file est une entreprise, ou que son activité s'exerce dans un domaine concurrentiel, la demande de subvention ne sera éligible que si elle est déposée avant le début des opérations.

Les critères suivant seront également considérés :

- Prise en compte systématique du développement durable et réduction des nuisances environnementales,
- Prise en compte de l'égalité des chances et de la non-discrimination,
- Prise en compte de l'insertion régionale, notamment par l'emploi,

¹ Des modèles de convention partenariale et de lettre d'engagement seront mis à disposition des porteurs de projet.

- Optimisation de l'usage des technologies de l'information et de la communication,
- Limitation des impacts du tourisme (adhésion à des chartes de tourisme vert ou durable),
- Optimisation de la gestion des déchets
- Compétences du chef de file (gestion d'un cofinancement européen en coopération bilatérale avec un partenaire extracommunautaire),
- Proportionnalité du plan de financement, éligibilité des coûts prévisionnels et cohérence des opérations,
- Pertinence des problématiques traitées par rapport au PCIA et aux autres programmes et stratégies en vigueur,
- Traduction de la synthèse du projet et du plan de financement dans toutes les langues de l'espace de coopération.

En cas d'appel à projet ou à manifestation d'intérêt, une grille de pondération de l'ensemble de ces critères sera construite.

Principaux bénéficiaires éligibles

Sont concernés et éligibles les bénéficiaires ayant une adresse en Guyane, et appartenant aux catégories suivantes² :

- Administrations et institutions publiques nationales, régionales et territoriales, EPCI,
- PME et groupements ou associations d'entreprises, interprofessions,
- Chambres consulaires, agences de développement, technopoles, etc.
- Organisations communautaires et associations.

Exemples de dépenses éligibles

- Frais de mutualisation et de déplacement,
- Etudes et diagnostics pré-opérationnels, sectoriels, etc.,
- Frais de personnel en charge de la préparation, de la mise en œuvre et du suivi des opérations,
- Frais d'expertise externe (comptable, juridique, technique, etc.),
- Frais d'interprétariat et de traduction,
- Dépenses de publicité.

Toutes les dépenses doivent être dûment justifiées, acquittées et remontées.

Sont considérés comme inéligibles les coûts suivants :

- Coûts déjà financés par des fonds publics, dans un autre cadre,
- Coûts d'exportation,
- Pertes de change

Indications financières pour les axes prioritaires

Transfrontalier	Transnational
FEDER : €828 049	FEDER : €400 000
Total : €1 656 098	Total : €800 000

Taux indicatif de participation FEDER³ : maximum 75% de l'assiette éligible du projet.

La part FEDER sera calculée en fonction du plan de financement prévisionnel du projet, fourni avec la demande subvention.

² Dans le cas d'entreprises privées, ou d'organisme exerçant dans un domaine soumis à concurrence, la subvention devra être adossée à un régime d'aide, et respecter le plafond et le taux maximum d'intervention préconisé.

³ Hors régime d'aide

Type d'actions	Régime d'aide applicable	Intensité maximale d'aides publiques (toutes aides confondues)
Investissement, Conseil et expertise externe, Participation à des foires internationales, innovation	Régime cadre exempté de notification SA 40453 – Aide en faveur des PME	Investissement : 20% pour les TPE et 10% pour les PME Conseil et expertise : 50% Foire : 50% Innovation : 50% (voire 100% s'il s'agit de conseil à l'innovation)
Coopération organisationnelle, Conseil et appui externe à la coopération, Frais de déplacement, d'équipement et d'investissement	Régime cadre exempté de notification SA 40646 – Coûts de prospection des PME dans le cadre d'un projet de CTE	50% (< €2 000 000 par entreprise et par projet)
Actions de formations (sauf mise aux normes obligatoire)	Régime cadre exempté de notification SA 40207 – Aide à la formation	TPE : 70% PME : 60% (travailleur non handicapé ou non défavorisé), 70% (travailleur défavorisé et/ou handicapé) Formation en transport maritime : 100%
Coûts d'investissement dans les actifs corporels et incorporels	Régime cadre exempté de notification SA 40206 – Aide aux infrastructures locales	Coût total < €20 000 000 ESB < €10 000 000 par entreprise et par projet

Complémentarité avec les autres programmes européens

Les projets soutenus par cet axe s'inscrivent dans la même perspective que les OS 3, 4, 5, 6 et 14 du PO FEDER/FSE. Tout projet subventionné au titre de cet axe doit également respecter la stratégie des PO FEAMP et FEADER 2014/2020, ainsi que du Plan d'Action Atlantique (PAA). Les projets éligibles au FEAMP, sur les mesures 47 et 68.1, qui mettent en œuvre des opérations de coopération peuvent en partie être financés au titre du PCIA.

Dans le cas où les projets présentés ne mettent pas en œuvre de coopération avec les partenaires extracommunautaire du Programme, leur éligibilité peut être évaluée au titre du PO FEDER/FSE.

Services en charges de l'instruction

Pôle des Affaires Européenne – Département Instruction – Service FEDER/CTE.

⁴ La soumission aux régimes d'aides concerne tout organisme ou entité (entreprise, association ou collectivité) dont l'activité se déploie dans un domaine concurrentiel.

Indicateurs

Les indicateurs permettent d'évaluer l'efficacité du PCIA et des projets subventionnés, au vu des exigences de l'Union Européenne⁵. Tout projet doit donc tendre vers leur concrétisation.

Axe 7 – Améliorer la compétitivité des entreprises dans la zone transfrontalière								
Résultat	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Volumes des échanges commerciaux entre la Guyane, le Suriname et l'Amapa (importations)	OS5A-1	Milliards d'€	9.1	2013		10	Tous les deux à trois ans	CCIG, Douanes, IEDOM, INSEE
Volumes des échanges commerciaux entre la Guyane, le Suriname et l'Amapa (exportations)	OS5A-2	Milliards d'€	1.3	2013		1.48	Tous les deux à trois ans	CCIG, Douanes, IEDOM, INSEE
Réalisation	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre de participants à des actions collectives et de sensibilisation (entreprises, institutionnels, porteurs de projet, etc.)	OS5A-3	Nombre	0	2014	50	120	Annuelle	CCIG
Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (CO-01)	OS5A-4	Nombre	0	2014		20	Annuelle	PAE
Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement (CO-27)	OS5A-5	€	0	2014		100 000	Annuelle	PAE
Financier	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Montant total certifié	OS5A-6	€	118 293	2014	236 586	1 656 098	Annuelle	PAE

NB : en bleu, les indicateurs de la réserve de performance

⁵ Voir notice explicative.

Axe 8 – Améliorer la compétitivité des entreprises dans la zone transnationale								
Résultat	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Volumes des échanges commerciaux entre la Guyane et le Guyana (importations)	OS5B-1	Milliards d'€	72 545	2013		100 000	Tous les deux à trois ans	CCIG, Douanes, IEDOM, INSEE
Volume des échanges commerciaux entre la Guyane et le Guyana (exportations)	OS5B-2	Milliards d'euros	36 200	2013		50 000	Tous les deux à trois ans	CCIG, Douanes, IEDOM, INSEE
Réalisation	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Nombre d'actions collectives ou d'outils destinés à améliorer la connaissance des marchés de l'espace de coopération (études, formations, projets communs, etc.)	OS5B-3	Nombre	0	2014	2	5	Annuelle	CCIG
Nombre d'entreprises bénéficiant d'un soutien (CO-01)	OS5B-4	Nombre	0	2014	5	15	Annuelle	CCIG
Investissements privés complétant un soutien public aux projets dans les domaines de l'innovation ou de la recherche et du développement (CO-27)	OS5B-5	€	0	2014		30 000	Annuelle	CCIG
Financier	ID	Unité	Valeur de référence	Année de référence	Valeur intermédiaire 2018	Valeur cible 2023	Fréquence	Source
Montant total certifié	OS5B-6	€	57 143	2014	114 286	800 000	Annuelle	PAE

NB : en bleu, les indicateurs de la réserve de performance